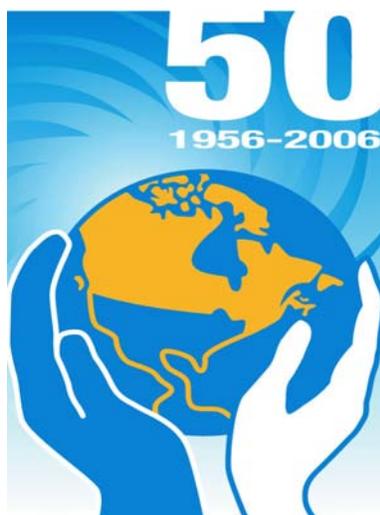


# « **COMBATTRE LES BLEUS** »

**Ce que signifie le programme social des Conservateurs  
pour les femmes**

La 13<sup>e</sup> Conférence nationale de la condition  
féminine du CTC



## **Document de conférence**

L'hôtel Crowne Plaza Ottawa  
L'hôtel Ottawa Marriott  
Du 11 au 14 juin 2006



*La voie du changement ne sera pas facile pour les conservateurs. Ils devront y aller très lentement afin de ne pas alarmer l'électorat.*  
**Élection 2006 et ses répercussions, « REAL Women Canada »**

« REAL Women Canada » est un partenaire clef de la coalition des groupes sociaux conservateurs qui appuient fortement le gouvernement conservateur. Par cette déclaration, « REAL Women » reconnaît que l'avenir envisagé pour nous constitue un projet alarmant pour les Canadiennes et les Canadiens. Que prévoit-il? Devrions-nous être inquiets?

« Les groupes sociaux conservateurs vendront le programme de services de garde des conservateurs », c'était le titre qu'on pouvait lire à la une du « Globe and Mail » le 19 avril 2006. Le « Globe and Mail » a rapporté ce dont de nombreuses personnes au Canada se doutaient peut-être intuitivement. Le 3 avril, jour de la reprise des travaux au Parlement, le gouvernement conservateur a rencontré des groupes d'extrême droite afin d'élaborer des stratégies visant à convaincre la population que le versement d'un montant de 1 200 \$ imposable par année par enfant d'âge préscolaire était préférable à la création d'un réseau public d'apprentissage et de soins de la petite enfance. Les principes sur lesquels ils s'appuient sont vraiment ceux d'une idéologie conservatrice. Les critiques les plus sévères en ce qui concerne les services de garde publics sont exprimées par de petits groupes religieux fondamentalistes; les conservateurs comptent sur eux pour s'opposer aux familles ayant un revenu de travail et aux promoteurs des services de garde. Ils sont maintenant en communication directe avec le Cabinet du premier ministre.

Le « Globe and Mail » a rapporté que la sénatrice conservatrice Anne Cools avait organisé la rencontre pour tenter d'éviter toute publicité négative pour le Cabinet du premier ministre Harper. Lorsqu'on l'a questionnée sur la rencontre, Sandra Buckler, porte-parole du Cabinet du premier ministre, a admis que la rencontre avait eu lieu, mais elle a refusé de nommer les groupes et les intervenants qui étaient présents. « Tout ce que je peux dire, c'est que nous tendons la main à tous les groupes intéressés qui appuient notre plan en matière de services de garde », de dire Mme Buckler.

Quels groupes en fait appuient la politique conservatrice d'une prestation parentale et s'opposent aux services de garde financés par les deniers publics, et quels sont leurs objectifs? « REAL Women Canada » participait à la rencontre du 3 avril. L'organisme dit appuyer le principe selon lequel « même dans un monde en évolution, chaque famille qui le désire doit pouvoir assurer l'éducation de ses enfants dans sa propre demeure ». Un autre point de vue appuyé par l'organisme est que les femmes qui décident de rester à la maison pour élever leurs enfants font un « choix de carrière », de même qu'un –

*Investissement à long terme dans le bien-être de leurs enfants et dans la stabilité à venir de la prochaine génération. Être mère à temps plein constitue une contribution importante à la société en assurant le bien-être psychologique et émotionnel de ses enfants. Elle contribue également sur le plan économique en ce sens qu'en prenant soin à temps plein de ses enfants, elle n'a pas besoin d'utiliser de services de garde externes et peut ainsi faire des économies. (Déclaration sur les services de garde)*

*On devrait encourager et non décourager cet engagement dans le rôle de mère dans nos lois fiscales et les autres mesures législatives. (Nouveau mouvement des femmes du Canada)*

*Une des priorités des pays communistes a toujours été d'amener les femmes sur le marché du travail. Cela semble également constituer un élément essentiel de la politique actuelle du Canada. (Qui est en charge de la famille?)*

Donc, si l'on se fie aux propos de « REAL Women », la véritable place d'une femme est à la maison et on devrait l'encourager à y rester, et les femmes qui appuient un réseau de garderies sécuritaires et accessibles financées par les deniers publics sont des communistes.

La Coalition de l'action pour la famille au Canada était un autre organisme présent à la rencontre. À la page d'accueil de leur site Web, on trouve un message de ce genre :

*Nous n'avons pas besoin d'un autre système de « soins de santé » socialiste au Canada. Le système de soins de santé, le système socialiste, est inutilisable dans sa forme actuelle. La situation dans l'enseignement public, une autre tentative de monopole, est désastreuse. Les socialistes veulent maintenant s'attaquer à la famille comme le gouvernement soviétique l'a fait. Appuyez le régime qui permet aux parents de choisir librement—un versement de 1 200 \$ directement aux parents.*

*Laissez les exploitants de services de garde actuels faire des affaires et se faire concurrence—gardez le gouvernement et les syndicats en dehors de la prestation de bons services dans un marché libre.*

Les groupes sociaux conservateurs comprennent clairement que la politique du gouvernement conservateur visant à offrir une prestation aux familles plutôt que de créer un réseau de garderies publiques n'est que la pointe de l'iceberg quant aux positions controversées qui ont une incidence sur la population active du Canada :

- ▶ le rôle approprié des femmes et des hommes dans la société;
- ▶ le rôle des services sociaux, tels que les soins de santé, les services de garde et l'enseignement public;
- ▶ le rôle et la légitimité des syndicats;
- ▶ la politique familiale, notamment un appui aux couples à revenu unique, mariés et hétérosexuels et l'opposition au contrôle des naissances, à l'éducation sexuelle et au libre choix.

Les arguments exprimés de plus en plus souvent par les conservateurs en faveur des prestations versées directement aux parents plutôt que des services de garde publics auxquels ils s'opposent permettent de comprendre leur vision

du Canada dans le contexte de l'inégalité croissante entre les riches et les pauvres et des inégalités persistantes entre les femmes et les hommes.

## **Inégalité en matière de revenu au Canada**

*Au cours des quinze dernières années au Canada, comme dans la plupart des pays du monde, le revenu des familles les mieux nanties augmente rapidement, tandis que les revenus de la majorité des familles baissent ou augmentent à peine. Entre 1989 et 2001, le premier 20 % des familles canadiennes (définies comme des ménages de deux personnes ou plus) ont vu leur revenu marchand annuel ou revenu avant impôt tiré d'un emploi ou de petits investissements, augmenter de 16,5 %. Au cours de la même période, 40 % des familles canadiennes les plus pauvres ont vu leur revenu marchand annuel baisser de 10,9 % et 40 % des familles à revenu moyen n'ont vu leur revenu marchand annuel augmenter que d'un maigre 8 %.*

## **La réalité des mères qui travaillent**

En 2004, 65 % des femmes ayant des enfants de moins de trois ans faisaient partie de la population active, un nombre qui a doublé depuis 1976. Quant aux femmes ayant des enfants de moins de six ans, 70 % étaient des travailleuses autonomes ou faisaient partie de la population active en 2004, ce qui représente une augmentation puisque ce nombre n'était que de 37 % en 1976. Ces chiffres révèlent qu'un processus de changement social est en cours et qu'il devrait se refléter dans les politiques sociales afin d'appuyer les familles ayant un revenu de travail.

Depuis les années 1960, les femmes considèrent de plus en plus qu'elles ont le droit et la responsabilité de contribuer au développement de la société. Les femmes ont uni leur voix pour demander le droit au contrôle des naissances, à la sécurité et à l'avortement légal. Elles se sont battues pour pouvoir rester à l'école et poursuivre des études postsecondaires. Elles sont entrées sur le marché du travail en grand nombre. Elles se sont syndiquées. Les femmes ont

partagé le contrôle des finances à la maison afin que les décisions relatives aux dépenses familiales soient prises conjointement plutôt que par un seul soutien de famille. Elles ont obtenu des congés et des prestations de maternité, ce qui leur a permis de prendre le temps d'arrêter de travailler pour accoucher sans perdre le pouvoir économique que leur donne leur emploi. De plus, les femmes ont demandé des services de garde abordables, la garde des enfants étant considérée comme la principale responsabilité de chaque femme.

Au fur et à mesure que les groupes de femmes et les syndicats ont obtenu des prestations de maternité dans le cadre du Régime d'assurance-chômage établi en 1972, la protection d'emploi pour les travailleuses enceintes en 1973, ainsi qu'un certain nombre de places dans des garderies subventionnées et réglementées par le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), plus de femmes se sont jointes à la population active. À la fin des années 1970, les femmes et les hommes considéraient alors le salaire des femmes comme une partie importante du revenu familial, surtout à un moment où les salaires réels des hommes ont commencé à baisser—et continuent encore de le faire aujourd'hui.

Au début des années 1980, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada a reconnu que des services de garde universellement accessibles sont indispensables pour l'égalité des femmes. Le public est plus sensible aux besoins des travailleuses et aux avantages qu'offrent des services de garde de qualité pour les enfants de familles où les deux conjoints travaillent. Il y a vingt-cinq ans, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme recommandait au gouvernement fédéral de financer un réseau national grâce auquel on pourrait offrir des services de garde de qualité à toutes les familles ayant un revenu de travail.

En réponse à cette recommandation, le gouvernement fédéral a plutôt créé le Programme concernant les employés de maisons d'étrangers (maintenant appelé le Programme concernant les aides familiaux résidants), dans le cadre duquel un plus grand nombre de familles bien nanties pouvait embaucher des travailleuses et des travailleurs étrangers qui venaient vivre chez eux pour

prendre soin de leurs enfants. En raison du caractère raciste des politiques d'immigration du Canada, il va de soi que les femmes qui se sont trouvé un emploi dans le cadre de ce programme étaient des femmes de couleur provenant principalement des Philippines et des Caraïbes. Les aides familiales sont peu payées pour leurs services de garde d'enfants—elles reçoivent le salaire minimum ou moins. Étant donné le déséquilibre de pouvoir causé par le fait que la personne embauchée habite chez l'employeur, en général, ce dernier abuse de leurs services. De plus, la plupart des familles ayant un revenu de travail ne pouvaient tout simplement pas se permettre de payer les dépenses que ces services représentaient. Du même coup, au cours des années 1980, un plus grand nombre de familles ayant un revenu de travail sont devenues inadmissibles aux subventions pour des services de garde de qualité dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC).

Dans les années 1990, alors qu'il procédait déjà à des compressions du financement dans les secteurs de la santé et de l'éducation, le gouvernement fédéral a également réduit le financement accordé aux services de garde subventionnés couverts dans le cadre du RAPC. Entre 1996 et 1998, on a procédé à des compressions de 8,2 milliards de dollars dans les programmes sociaux. Les subventions accordées aux services de garde ont été réduites et de nombreuses familles à faible revenu sont devenues inadmissibles. Entre 1992 et 2001 au Canada, le nombre de places en garderie réglementées est passé de 371 573 à 593 430. Toutefois, 70 % de ces places étaient au Québec où, après des années de pressions exercées par des groupes de femmes et des syndicats, on a créé un réseau de garderies offrant des places à 5,00 \$ par jour financées par le gouvernement provincial. En 2001, dans l'ensemble du Canada, il **manquait quelque 2 715 570 places en garderie réglementées**. Seulement 17,9 % des enfants de moins de 12 ans avaient accès aux garderies réglementées par le gouvernement. Dans les provinces comme la Saskatchewan, le chiffre n'atteignait que 4,2 %.

La solution des conservateurs à ce grave manque de places en garderie réglementées est d'établir des politiques visant à encourager les mères à assurer elles-mêmes l'éducation de leurs enfants d'âge préscolaire à la maison

plutôt que de confier cette tâche à des services de garde sans but lucratif de qualité, ce qui fait le bonheur de leurs amis et alliés des groupes sociaux conservateurs.

Bien que certaines femmes préfèrent peut-être rester à la maison avec leurs enfants, elles sont nombreuses à vouloir et à devoir travailler à l'extérieur. Les politiques gouvernementales qui appuient les femmes et leur famille si ces dernières désirent rester à la maison pendant que les enfants sont jeunes peuvent constituer des développements positifs.

Reformer le système d'assurance-chômage pour offrir un meilleur accès au congé de maternité et au congé parental et augmenter le niveau des prestations de revenu disponibles pourraient être des moyens de répondre à ce besoin. Cependant, lorsque les conservateurs éliminent le financement de programmes comme le réseau national de garderies accessibles et de qualité; lorsqu'ils décrivent nos centres de la petite enfance comme des « institutions » et des établissements de « style soviétique »; lorsqu'en plus ils mènent une attaque idéologique contre les travailleuses en se fondant sur le principe que c'est à la maison qu'on peut donner la « meilleure » éducation aux enfants; lorsque les déclarations du gouvernement sont conçues de façon à ce que les travailleuses se sentent coupables et négligentes envers leur famille—alors leur intention est claire et leur programme dangereux pour les travailleuses. Les groupes sociaux conservateurs de droite considèrent le plan des conservateurs d'offrir 1 200 \$ par année aux parents pour chaque enfant de moins de six ans comme un premier pas vers leur objectif de rétablir la « famille traditionnelle » —où les hommes sont des hommes et les femmes sont des femmes. Plutôt que de maintenir le plan mis en œuvre par le gouvernement libéral au cours de ses derniers mois au pouvoir, soit un financement de cinq milliards de dollars échelonné sur cinq ans pour que les provinces commencent à établir un réseau national de garderies de qualité et de services de la petite enfance, on dit aux parents qu'ils peuvent maintenant « choisir le service de garde qu'ils préfèrent ».

De quel choix de service de garde parle-t-on lorsqu'il manque plus de deux millions et demi de places en garderie? De quel choix de service de garde parle-t-on lorsque les parents reçoivent environ 23 \$ par semaine (avant impôt) pour payer ces services de garde?

La vision de l'extrême droite est d'utiliser les fonds du gouvernement fédéral pour créer des mesures visant à inciter les travailleuses à quitter leur emploi pour prendre soin de leur conjoint et de leurs enfants—le rôle de la femme.

## Qui sont ces gens?

**L'Institut du mariage et de la famille Canada** a ouvert un bureau à Ottawa en mars 2006, tout juste après la victoire électorale des conservateurs. On peut lire dans leur site Web :

*La famille est le fondement de notre société. Pour que nos enfants, nos collectivités et notre pays soient bien portants, les familles doivent être fortes. L'objectif de la société et de la politique du gouvernement devrait être de protéger et de soutenir ce fondement.*

Ainsi, l'institut affirme avoir compilé les résultats de « la recherche la plus récente et la plus précise pour s'assurer que le mariage et une politique favorable à la famille constituent des priorités dans l'esprit des décideurs canadiens. » « L'Institute for Canadian Values » vise « une meilleure représentation des aspects religieux et moral dans la politique gouvernementale ». Comme on peut lire dans leur site Web :

*En recueillant et en diffusant les meilleurs commentaires de Canadiens et d'étrangers qui correspondent à notre point de vue, en recueillant les résultats de recherches indépendantes sur les questions et en les rendant facilement accessibles, en offrant une formation à ceux et celles qui désirent devenir plus activement engagés dans le processus démocratique, nous espérons offrir aux simples citoyens et citoyennes ainsi qu'aux agents publics les connaissances et les outils dont ces personnes ont besoin pour prendre des décisions éclairées. (Emphase ajoutée.)*

Le premier ministre Stephen Harper, le ministre de la Sécurité publique Stockwell Day, et le député d'arrière-ban indépendant Pat O'Brien, qui a quitté le Parti libéral parce que ce dernier appuyait le mariage entre partenaires de même sexe, sont tous membres de l'institut.

En 2004, « **Focus on the Family** », un groupe évangélique américain comptant 2,5 millions de membres, a ouvert un bureau à Ottawa où travaillent neuf personnes et auquel on a accordé un budget de onze millions de dollars. Bien que le groupe existait au Canada depuis 1983 et avait un bureau à Langley (C.-B.), il a commencé à recevoir au cours des dernières années des fonds considérables de ses voisins du Sud, ce qui a permis son établissement à Ottawa. « Focus on the Family » s'oppose fermement aux droits des gais au Canada et aux États-Unis.

Voici une liste des groupes membres de la Defend Marriage Coalition nouvellement formée, qui s'oppose au droit égal au mariage pour les partenaires gais et lesbiennes et aux « services de garde institutionnalisés » : Coalition nationale pour la vie, Enchâssement du mariage Canada, « United Families Canada », « REAL Women of Canada », Ligue catholique des droits de l'homme, Marriage Canada, Equipping Christians for the Public-square Centre, Associations des parents catholiques du Québec, Coalition de l'action pour la famille au Canada, Préserver le mariage—Protégeons les droits des enfants, « United Mothers and Fathers », Équité-Famille. Tout comme l'Institut du mariage et de la famille Canada, ces groupes s'opposent à l'expansion légale du mariage civil aux couples de même sexe et à un réseau public de garderies au Canada.

Les groupes d'extrême droite ont fait pression sur le gouvernement conservateur pour qu'il augmente la prestation de « soutien aux familles » et ont remporté une victoire lorsque le gouvernement a annoncé le versement d'une somme de 1 200 \$ pour les services de garde. Cela les encouragera à faire pression pour obtenir d'autres mesures économiques incitant les mères à rester à la maison et des mesures incitatives pour qu'il soit moins avantageux économiquement pour elles de travailler. Par exemple, ils font pression pour que les règles fiscales favorisent les familles à revenu unique comparativement aux personnes et aux familles avec deux revenus.

Étant donné l'absence d'un meilleur soutien social grandement nécessaire pour les mères qui travaillent, il est clair que les conservateurs « valorisent » les mères au foyer bien plus que les mères qui travaillent.

## **La vérité au sujet du montant de 1 200 \$**

Bien entendu, la première mesure dans ce programme a été introduite dans le budget sous forme d'une prétendue « prestation universelle pour la garde d'enfants » établie à 1 200 \$. Lorsque nous examinons l'aspect imposable des paiements, le choix idéologique de promouvoir l'éducation privée des enfants à la maison pour les familles avec un seul revenu devient clair. Puisque la prestation est imposable pour le conjoint dont le revenu est le moins élevé, les couples à revenu unique dans quatre des six catégories de revenus tirent les plus importants avantages. Les chefs de famille monoparentale et les familles avec deux revenus reçoivent beaucoup moins. Si on examine les chiffres plus attentivement, il est possible de constater l'incidence.

<b>Revenu familial net</b>	<b>Prestation parentale brute</b>	<b>Prestation réelle accordée aux familles</b>
30 000 \$ Couple avec un seul revenu Chef de famille monoparentale Couple avec deux revenus	1 200 \$ 1 200 \$ 1 200 \$	432 \$ 301 \$ 199 \$
40 000 \$ Couple avec un seul revenu Chef de famille monoparentale Couple avec deux revenus	1 200 \$ 1 200 \$ 1 200 \$	682 \$ 481 \$ 554 \$
50 000 \$ Couple avec un seul revenu Chef de famille monoparentale Couple avec deux revenus	1 200 \$ 1 200 \$ 1 200 \$	796 \$ 810 \$ 815 \$
75 000 \$ Couple avec un seul revenu Chef de famille monoparentale Couple avec deux revenus	1 200 \$ 1 200 \$ 1 200 \$	790 \$ 721 \$ 887 \$
100 000 \$ Couple avec un seul revenu Chef de famille monoparentale Couple avec deux revenus	1 200 \$ 1 200 \$ 1 200 \$	862 \$ 698 \$ 826 \$
200 000 \$ Couple avec un seul revenu Chef de famille monoparentale Couple avec deux revenus	1 200 \$ 1 200 \$ 1 200 \$	1 076 \$ 522 \$ 679 \$

**(Caledon Institute, 2006)**

*De plus, bien que les conservateurs disent qu'ils ont également l'intention de créer des places en garderie, leur objectif de le faire en offrant des incitatifs fiscaux aux entreprises et aux organismes communautaires ne fonctionnera tout simplement pas. Premièrement, l'incitatif fiscal ne vise que les coûts d'investissement. On n'offre aucun financement pour l'exploitation d'un centre de la petite enfance après sa création. Il n'est toujours pas clair si ces mesures incitatives serviront à créer des places réglementées, ce qui est conforme à la norme de sécurité approuvée par le gouvernement et à d'autres normes. À ce jour, dans toutes les provinces, presque toutes les places en garderie financées par le gouvernement sont réglementées afin de s'assurer que l'on s'occupe bien des enfants. Au milieu de 1991, le gouvernement Harris en Ontario a offert le même régime de mesures incitatives et aucune place additionnelle n'a été créée. Au Québec et en Ontario, on a assisté à une augmentation des centres de la petite enfance au travail lorsque le gouvernement a offert un financement pour la création et l'exploitation quotidienne de nouveaux établissements.*

## **Nos réponses : Des services publics pour soutenir nos collectivités**

Depuis toujours, les travailleuses et travailleurs luttent pour des services publics qui permettent à un plus grand nombre de personnes de profiter de services dont nous avons toutes et tous besoin—les soins de santé, l'enseignement public et le réseau d'autobus urbain, par exemple. Avec des services publics sans but lucratif, cela signifie que les améliorations apportées à la prestation des services profitent à la majorité, et pas uniquement aux personnes qui peuvent se les payer. Peu importe le service, un système public sans but lucratif, exploité et maintenu selon un processus décisionnel démocratique, favorisera probablement le mieux la responsabilisation et la meilleure utilisation des talents, des ressources, des expériences et des nouvelles idées de l'ensemble des intervenants.

Les résultats d'une étude récente menée par le YWCA Canada montrent ce que cela pourrait signifier dans le cas d'un réseau national de garderies publiques.

En 2005, le YWCA a réuni des gens dans quatre villes canadiennes pour élaborer des ébauches de projets communautaires de services de la petite enfance et de services de garde. Tous partageaient la même vision de services de la petite enfance et de services de garde de qualité, accessibles, inclusifs et intégrés pour tous les enfants.

Selon ce modèle, voici ce dont ont besoin les collectivités :

- des services d'entraide intégrés ou coordonnés pour les enfants en bas âge et pour leur famille;
- un financement stable pour atteindre les objectifs en matière de qualité, de capacité financière et d'accessibilité pour tous les enfants et les familles, peu importe la situation financière;
- des services sans but lucratif gérés par le secteur public;
- des services accessibles et centraux situés dans des établissements publics comme des centres communautaires, des foyers de voisinage, des écoles ou des centres de la petite enfance construits à cet effet;
- la reconnaissance de la diversité des familles et des collectivités ainsi qu'un intérêt collectif pour le bien-être de tous les enfants, y compris les enfants ayant un handicap, et de toutes les familles;
- des occasions permettant aux parents de participer;
- des professionnels bien formés et bien rémunérés;
- des partenariats avec les ressources communautaires (c.-à-d. les écoles, les bibliothèques, les galeries d'art, les installations de loisir, les musées) pour offrir plus de possibilités d'apprentissage aux enfants.

Les éléments d'un réseau idéal de services de la petite enfance et de services de garde élaborés en se fondant sur les consultations menées par le YWCA et l'approche de la collectivité relativement aux services de garde reflètent quelques changements culturels importants qui se sont produits au Canada au cours des quarante dernières années.

Étant donné le plus grand nombre d'immigrants provenant de tous les coins du monde et les luttes menées par les immigrants et leurs enfants, les Canadiennes et Canadiens de toute race ont appris à reconnaître la valeur des échanges entre les différentes cultures et l'importance d'apprendre les uns des autres. Les services de la petite enfance et les services de garde communautaires permettraient d'entreprendre ce processus pendant les années préscolaires.

Le mouvement syndical a toujours affirmé que les Canadiennes et Canadiens, peu importe leur statut social, ont droit à un enseignement et à une formation de qualité. Par exemple, nous avons lutté pour obtenir l'enseignement public afin que tous les enfants puissent aller à l'école. Les premières années d'un enfant sont importantes en matière de croissance intellectuelle et sociale. Les programmes d'éducation de la prime enfance donnerait de l'expansion au système d'éducation publique très efficace du Canada et réduirait le désavantage auquel les enfants de la classe ouvrière sont confrontés si leurs parents ne peuvent se permettre financièrement de les inscrire dans des programmes privés coûteux.

Il est maintenant largement reconnu que les apprentissages débutent à la naissance et qu'ils ont un profond effet sur le développement à long terme et le bien-être des adultes. Nous savons également que des services de garde de qualité favorisent le développement sain de l'enfant tout en constituant un soutien pour les familles, ils permettent de réduire la pauvreté des enfants, de promouvoir l'égalité des femmes et renforcent l'inclusion sociale. Les experts s'entendent pour dire qu'un réseau de garderies de grande qualité et inclusif permet d'offrir à tous les enfants d'excellentes possibilités d'apprentissage afin qu'ils puissent se développer le mieux possible sur les plans physique, cognitif, culturel, social et émotionnel; les experts s'entendent également que le développement des enfants en souffre lorsque ces derniers sont confiés à des services de garde de mauvaise qualité.

Dans le même ordre d'idées, les syndicats ont été des participants centraux dans la lutte pour préserver notre système public de soins de santé et lui donner de l'expansion. Selon nous, l'accessibilité des personnes et des familles

à des soins de santé ne devrait pas être fondée sur leur capacité de payer. Nous considérons la santé des personnes au sein de notre société comme une **préoccupation collective** et une **responsabilité collective**.

Pour les mêmes raisons, nous appuyons également des programmes comme l'assurance-chômage et l'aide sociale. C'est le devoir collectif de la société de veiller à ce que l'on prenne soin de tous ses membres selon des principes d'équité et d'égalité.

Par contre, pour les groupes sociaux conservateurs, l'unité familiale constitue une collectivité en soi. Par conséquent, **chaque famille** constitue le meilleur contexte pour éduquer les jeunes, prendre soin des personnes âgées et des membres de la famille ayant un handicap, bâtir des relations et créer des liens solides peu importe les moyens financiers de chaque famille et leur accès aux ressources. Les institutions publiques sont considérées comme une interférence dans la famille et une violation des « droits individuels ».

Pourquoi? En raison du concept de responsabilité sociale fondé sur les idéaux politiques des droits de la personne, de l'égalité et de la protection contre la discrimination, on a commencé à remettre en question les vieilles croyances et pratiques. Par exemple, la décision du Conseil scolaire de Thames Valley, en Ontario, de mettre en œuvre un plan d'action sur la diversité sexuelle, et l'élaboration par le Conseil scolaire régional de Hamilton-Wentworth, en Ontario, d'une politique en matière d'égalité sont toutes deux considérées par « REAL Women of Canada » comme un « endoctrinement solidaire » pour remplacer les enseignements « familiaux » de « vérités pures et de valeurs morales solides ».

## **L'inégalité économique des femmes**

Les défenseurs d'extrême droite considèrent qu'offrir plus de mesures incitatives aux mères qui décident de rester à la maison constitue une solution à l'inégalité des revenus qui existe toujours entre les hommes et les femmes. Dans un document d'orientation publié par l'Institut du mariage et de la famille Canada intitulé « The Child Care Conundrum: The response from

Canadians » (L'énigme des services de garde : La réponse de la population canadienne), on suggère que les niveaux moins élevés de rémunération et d'avantages sociaux des mères qui travaillent par rapport à ceux des pères qui travaillent constituent un « fardeau financier additionnel pour la famille » qui peut être « réglé » en incitant les mères à rester à la maison et à s'occuper des enfants. Si vous retirez les femmes de la population active, il n'y aura pas d'inégalité des salaires. Les niveaux de pauvreté seront plus élevés et les difficultés financières plus grandes, mais il n'y aura aucun écart salarial.

Plutôt que de militer en faveur d'une loi proactive sur l'équité salariale pour s'assurer que les femmes sont rémunérées équitablement selon la valeur de leur travail ou l'équité en matière d'emploi pour éliminer les obstacles au travail pour les groupes qui revendiquent l'égalité, la vision de la droite est un retour à une structure familiale où il n'y a qu'un seul soutien de famille comme dans les années 1950. On ne reconnaît même pas la baisse des salaires réels des hommes en Amérique du Nord depuis les années 1970. Cette position annulerait la relative liberté financière acquise par les femmes au cours des trente dernières années. Cela aurait également des effets adverses très graves sur le niveau de revenu des familles et sur la croissance économique.

Statistique Canada (2006) rapporte que si on élimine le revenu des femmes, le nombre de familles avec deux revenus vivant sous le seuil de pauvreté augmenterait de 120 000 à plus de 400 000—presque le triple. Une plus faible participation de la main-d'œuvre des femmes freinerait la croissance économique du Canada, alors que la génération du baby-boom prend sa retraite et qu'il n'y a pas assez de travailleuses et de travailleurs pour répondre à la demande accrue.

En moyenne, les femmes gagnent encore moins que les hommes peu importe leur occupation, leur âge ou leur éducation. Aujourd'hui, une femme gagne 72,5 cents pour chaque dollar que gagne un homme. On observe également des écarts salariaux chez les travailleurs de couleur et autochtones si on compare leur salaire à celui des travailleuses et des travailleurs mâles de race blanche. Pour les femmes appartenant à ces groupes, les écarts sont encore plus importants. En 2004, le groupe de travail sur l'équité salariale du

gouvernement fédéral rapportait que les femmes de couleur gagnent 64 cents pour chaque dollar que l'homme gagne tandis que les femmes autochtones ne gagnent qu'un étonnant 46 cents.

Les salaires des femmes sont plus bas parce que les emplois traditionnellement occupés par les femmes n'ont pas été considérés aussi utiles que le « travail des hommes », peu importe le niveau de compétence visé. Prendre soin des enfants et des personnes âgées, exécuter des tâches administratives, faire le ménage des maisons et des bureaux et enseigner sont des exemples d'emplois sous-évalués et sous-payés. On peut expliquer cette dévaluation du « travail des femmes » par de nombreux facteurs, y compris le sexisme, le racisme, le manque de femmes en politique et la ségrégation professionnelle.

Une loi proactive sur l'équité salariale exigerait des employeurs des secteurs public et privé qu'ils examinent leurs structures salariales afin de vérifier s'il existe une discrimination systémique dans les salaires.

## **Les réalités des familles canadiennes de nos jours**

Voici des données relatives à une gamme de familles et de situations familiales :

En 2001, 48 % des femmes âgées de 15 ans et plus étaient partenaires dans un ménage formé de l'époux et de l'épouse, une baisse par rapport à 56 % en 1981.

Entre 1981 et 2001, la proportion des femmes vivant en union de fait a augmenté de 4 % à 9 %.

En 2001, une femme était chef de famille monoparentale dans 20 % des familles ayant des enfants, un nombre qui a doublé par rapport à 1971.

Les femmes autochtones ont en moyenne 2,6 enfants (comparativement à 1,5 pour toutes les Canadiennes).

34 % des femmes âgées entre 25 et 44 ans travaillaient à temps partiel en raison de responsabilités familiales; 55 % de toutes les immigrantes dans la population active occupent un emploi à temps partiel.

Le taux de chômage chez les femmes ayant un handicap et qui ont des enfants est disproportionnellement élevé par rapport à celles qui n'ont pas d'enfant—et 40 % des femmes ayant un handicap occupaient un emploi par rapport à 69 % des femmes physiquement aptes.

On observe chez 75 % des travailleuses et travailleurs des niveaux élevés de « surcharge » due aux activités liées au travail et à la famille. On constate également que les femmes continuent de faire plus de travail domestique et de s'occuper davantage des enfants que les hommes.

13 % des travailleuses et travailleurs prennent soin d'un membre de la parenté ayant un handicap.

60 % des travailleuses et travailleurs fournissent des soins aux aînés, et les femmes y consacrent environ cinq heures par semaine.

## **Politiques en milieu de travail pour soutenir les familles ayant un revenu de travail**

Plutôt que de compter entièrement sur la famille pour le soutien social, les syndicats luttent pour la mise en œuvre de politiques sociales et de politiques au travail afin de soutenir les familles modernes. Ces politiques visent :

- De meilleurs congés de maternité et parentaux dans le cadre du régime d'assurance-emploi afin que tous les parents puissent en bénéficier. Seulement 18 % des femmes gagnant 20 000 \$ par année et 42 % des femmes gagnant 30 000 \$ par année sont maintenant admissibles aux prestations de maternité et parentales. Par contre, le nouveau Régime québécois d'assurance parentale couvre toutes les travailleuses et tous les travailleurs—peu importe si elles ou ils sont salariés ou autonomes—gagnant un minimum de 2 000 \$ par année. La couverture vise les congés de maternité, de paternité, les congés parentaux et d'adoption. Le programme permet de choisir différentes options en termes de durée de la couverture et de niveau de prestation. Par exemple, 18 semaines de congé de maternité à 70 % du revenu hebdomadaire moyen ou 15 semaines à 75 % du revenu hebdomadaire moyen—sans période d'attente.
- Des soins de santé publics, un programme d'assurance-médicaments et des programmes de jour universels et financés adéquatement pour les personnes âgées et les personnes ayant un handicap—pour aider toute la famille et pour donner un répit aux fournisseurs de soins qui souffrent souvent de stress.
- Un meilleur financement pour des programmes universels de qualité comme les services de garde et les programmes de garde scolaire.
- Des politiques au travail permettant aux parents qui travaillent de choisir des semaines de quatre jours, des semaines de travail comprimées, des heures de travail flexibles, une réduction volontaire du temps de travail, l'adaptation de l'horaire pour coïncider avec les heures

d'école, une longue période de préavis pour les changements d'horaire, des restrictions quant au travail sur appel et aux heures supplémentaires, les échanges de quart de travail, la négociation du travail à la maison et au lieu de travail, des heures de travail réduites pour les mères qui allaitent.

- Des congés de compassion rémunérés nécessitant peu ou pas de préavis pour les travailleuses et travailleurs qui doivent répondre à des situations d'urgence, qui doivent prendre soin de personnes malades et qui doivent se rendre à des rendez-vous liés au ménage ou à la famille. Les travailleuses et travailleurs du Canada ont besoin de dix à vingt journées rémunérées additionnelles à titre de congé de compassion.
- Des congés personnels autorisés par l'employeur, le remplacement du revenu dans le cadre du régime d'assurance-emploi et le financement intégral de l'hébergement en situation d'urgence par le secteur public pour les femmes qui tentent d'échapper à la violence conjugale.
- La mise en œuvre de toutes les recommandations du Groupe de travail sur l'équité salariale de 2004 nommé par le gouvernement—y compris l'adoption d'une loi proactive sur l'équité salariale en vue d'améliorer les revenus des femmes et d'autres groupes qui revendiquent l'égalité.

## **Défendre les droits de la personne et la Charte**

« REAL Women of Canada » et ses alliés, y compris certains membres clefs du gouvernement conservateur, considèrent problématique que les tribunaux canadiens et les tribunaux des droits de la personne statuent en faveur des groupes défavorisés en utilisant les lois pour contester les pratiques discriminatoires. Ils sont très mécontents du rôle positif que joue la Charte canadienne des droits et libertés dans la progression des droits en matière d'égalité au Canada, les changements apportés aux institutions et aux pratiques du secteur public et la transformation de la société canadienne.

Ils cachent souvent leur opposition à l'égalité et aux droits de la personne en s'attaquant à des juges « activistes » dont le travail consiste à interpréter les lois. Ils s'attaquent rigoureusement aux lois « faites par les juges » et affirment que ces derniers s'approprient le rôle du Parlement. Ils oublient de manière commode que la Charte des droits et libertés a été adoptée par les gouvernements canadiens élus.

Selon un exposé de principe de « REAL Women of Canada », les progrès en matière de droits de la personne sont contraires au christianisme :

*On porte maintenant de graves attaques au christianisme, on tente de l'éliminer du secteur public de façon à ce que les croyances religieuses ne puissent jouer aucun rôle important dans la détermination des politiques gouvernementales.*

L'Institut du mariage et de la famille Canada établit des liens semblables entre le christianisme, la famille et les valeurs canadiennes dans un exposé de principe intitulé « Family: The Natural Starting Point for Canada's Foreign Policy in the 21st Century » (La famille : le point de départ normal pour la politique étrangère du Canada au 21<sup>e</sup> siècle) :

*En 1947, Louis St-Laurent, alors ministre des Affaires extérieures, a prononcé à l'Université de Toronto sa célèbre déclaration appelée « Gray Lecture ». Les valeurs dont il a alors parlé ont contribué à nous définir en tant que Canadiens. Ces valeurs étaient l'unité nationale, la liberté politique, la primauté du droit, les valeurs de la civilisation chrétienne (qui incluent l'importance primordiale de la famille) et la reconnaissance des responsabilités internationales.*

Bien entendu, ce ne sont pas toutes les communautés religieuses qui s'opposent à l'évolution de la loi sur les droits de la personne. Des groupes comme l'Église Unie du Canada, les « Quakers », les « Unitariens », la « World Sikh Organization » par exemple ont tous appuyé les progrès en matière des droits de la personne, y compris l'expansion du droit égal au mariage pour les gais et les lesbiennes.

Cependant, les groupes religieux sociaux conservateurs expriment leur point de vue sur le christianisme comme s'il s'agissait de la religion fondamentale du Canada sur laquelle toute politique gouvernementale doit être fondée. Au cours des dernières années, la « Gideon Society » et d'autres organismes chrétiens ont approché à nouveau le système scolaire public canadien. Bien qu'on lui ait interdit de faire affaires dans la plupart des écoles publiques il y a plus de dix ans, la « Gideon Society » a approché le District scolaire d'Abbotsford en C.-B. et le Conseil scolaire régional d'Ottawa-Carleton en 1998 et en 2005 respectivement, pour demander la permission d'offrir des copies gratuites du Nouveau Testament aux élèves de 4e et de 5e années. En avril de cette année, le « Globe and Mail » a rapporté qu'on avait levé une interdiction provinciale sur la distribution de bibles dans les écoles du Nouveau-Brunswick.

Contrairement aux alliés sociaux conservateurs, le Parti conservateur ne fait pas directement référence au christianisme dans ses prises de position officielles. La possibilité demeure cependant que le gouvernement conservateur réunisse un groupe multiculturel de leaders et de groupes religieux traditionalistes pour contester les valeurs progressistes et le changement social au niveau des politiques du gouvernement fédéral.

Lors des élections de 2004, Steven Harper a demandé aux « communautés ethniques » d'appuyer son opposition au droit égal au mariage pour les gais et les lesbiennes. En février de cette année, le « Manning Center for Building Democracy » (une organisation de l'ex-chef du « Reform Party », Preston Manning) a organisé une conférence de trois jours, à Ottawa, intitulée « Navigating the Faith/Political Interface » (Naviguer avec foi/Interface politique), qui a réuni des groupes d'étudiants et des groupes populaires et au cours de laquelle on a examiné le nouveau profil des Canadiens et des Canadiennes.

En décrivant sa circonscription, « l'Institute for Canadian Values » (dont Steven Harper et Stockwell Day sont membres) suggère une stratégie multiculturelle semblable :

*Nos membres et nos partisans adhèrent à un ensemble de principes qui trouvent racines dans la morale judéo-chrétienne traditionnelle et l'enseignement intellectuel. Nous ne sommes pas toutes et tous religieux – en fait, certains d'entre nous ont même des croyances autres que le judaïsme ou le christianisme. Toutefois, nous sommes toutes et tous d'accord que les principes établis dans ces enseignements constituent le fondement de la civilisation occidentale et de la société démocratique chrétienne.*

Par conséquent, nous ne pouvons trop simplifier la composition et les vues diverses du gouvernement conservateur. Nous devons plutôt maintenir un ton pragmatique lorsque nous examinons le rapport entre les socio-conservateurs et le gouvernement conservateur.

Un deuxième front d'attaque de ces sociaux-conservateurs vise les groupes et personnes qui appuient des mesures sociales positives comme un programme national de garderies. « REAL Women » a dénoncé à maintes reprises les groupes de femmes qui revendiquent l'égalité et conteste le soutien financier limité qu'ils reçoivent de Condition féminine Canada. L'organisme a demandé à avoir accès à l'information, laissant entendre que les organismes de défense des femmes avaient mal utilisé les fonds fédéraux. Nous pouvons nous attendre à ce que « REAL Women » lance une campagne intensive soit pour restreindre le budget de Condition féminine Canada de façon importante ou pour la fermeture complète de l'agence.

Les groupes sociaux conservateurs attaquent également les syndicats parce que nous appuyons des dossiers comme celui des services de garde. Ces groupes affirment que les syndicats ne veulent améliorer les programmes de garderie qu'afin de pouvoir syndiquer les éducatrices et éducateurs en garderie et percevoir leurs cotisations. Ils ne croient pas que l'appui des syndicats en faveur des services de garde est fondé sur notre compréhension des besoins

des travailleuses et des familles à revenu unique. Ils refusent également de croire que nos campagnes en vue de syndiquer les éducatrices et éducateurs en garderie sont fondées sur notre compréhension de la situation des éducatrices et éducateurs en garderie dont le travail est grandement sous-évalué et mal rémunéré. Notre soutien en faveur d'un engagement financier fédéral dans les services de garde est en partie dû à notre désir d'obtenir de meilleurs salaires pour ces éducatrices et éducateurs. Le gouvernement de la Saskatchewan par exemple prévoyait utiliser les fonds que le gouvernement fédéral devait lui accorder en vertu de l'entente négociée sur les services de garde pour offrir de meilleurs salaires aux éducatrices et aux éducateurs en garderie dans cette province.

## **Lutter contre les « Bleus »**

Comme le programme social conservateur est exposé au grand jour, nous savons que nous devons craindre et nous sommes conscients de tout ce que nous avons à perdre. Depuis l'élection du gouvernement conservateur minoritaire, nous avons vu des groupes comme « REAL Women » sortir de l'ombre et jouer un rôle consultatif auprès du Cabinet du premier ministre. Nous avons assisté à la création de « nouveaux » groupes de réflexion de la droite et d'instituts déterminés à exercer une influence sur la politique gouvernementale canadienne. Nous avons vu un regain et une plus grande activité au sein du mouvement pro-vie. Nous avons vu la « National Citizens Coalition » attaquer vigoureusement les Métallos à Sudbury, qui y ont recruté des travailleuses et des travailleurs de banque—la « National Citizens Coalition » était dirigée par Steven Harper il y a quelques années à peine.

Notre gouvernement fédéral conservateur affecte des millions de dollars dans la défense nationale et les prisons alors qu'il démantèle le programme de contrôle des armes à feu. Notre premier ministre conservateur a promis de reprendre le débat sur le mariage, ce qui constituerait un pas en arrière en ce qui concerne l'égalité pour les lesbiennes et les gais du Canada. Nous avons assisté à l'annulation des ententes fédérales-provinciales sur les services de garde. Le gouvernement a accompli tout ceci « très lentement afin de ne pas alarmer l'électorat ».

## Que devons-nous faire?

Il est bon de savoir que nous ne sommes pas seuls à être confrontés aux défis que présente le conservatisme social des extrémistes de droite. Les syndicats, les organisations de femmes, les groupes confessionnels progressistes et autres groupes de justice sociale du monde entier doivent mener la même lutte et, comme nous, ils ripostent.

Par exemple, en 2002, le deuxième Forum social mondial annuel a réuni des syndicalistes, des militantes et des militants pour la justice sociale du monde entier. Dans le cadre du forum, l'Articulation Féministe Marcosur (AFM) a lancé une campagne intitulée « Against fundamentalisms, what's fundamental are people » (Contre le fondamentalisme, ce qui est fondamental, ce sont les gens). Mettant à profit les témoignages présentés par les femmes confrontées à des formes de plus en plus nombreuses de discrimination en Palestine, en Israël, aux États-Unis, en Afghanistan, aux Philippines, au Nigeria et au Brésil, l'AFM a promis de s'attaquer aux formes de fondamentalisme de nature religieuse, politique, économique, scientifique et culturelle.

Les féministes participant à la campagne établissent un lien entre la concentration du pouvoir et des ressources et la plus grande incidence d'exclusion, d'inégalité et de discrimination. Dans leur analyse, elles abordent le « fondamentalisme de marché » de la mondialisation néolibérale, le « fondamentalisme de guerre » du président américain George W. Bush et le fondamentalisme religieux et politique qui opprime les femmes. L'AFM promet de faire place au dialogue et de mener une lutte commune pour s'opposer au fondamentalisme sous toutes ses formes.

« L'Organization of Women's Freedom in Iraq (OWFI) », qui compte 5 000 femmes membres, participe à la campagne. Son travail est un exemple concret des liens établis par les féministes entre les questions économiques, sociales et politiques. Le groupe a été créé en août 2003 au cours d'une manifestation spontanée des femmes contre l'occupation américaine. En se penchant d'abord sur le problème du chômage, l'OWFI voulait aider les dizaines de milliers de femmes au chômage en raison de la guerre et de l'occupation. En plus du

manque d'emplois, elles doivent composer avec des responsabilités familiales accrues puisque de plus en plus d'hommes sont détenus par les militaires ou les forces de l'occupation et « disparaissent ». En collaboration avec le syndicat des chômeurs d'Iraq (« Union of the Unemployed in Iraq »), l'OWFI a organisé des grèves massives pour demander des emplois, la sécurité et l'aide sociale pour les chômeurs. L'OWFI et les syndicats travaillent avec le mouvement jeunesse afin de jeter les fondements pour la création de conseils des travailleuses et des travailleurs et de nouveaux syndicats indépendants en Iraq.

S'attaquant à des questions liées au fondamentalisme religieux et à la violence faite aux femmes—que l'on observe plus souvent depuis l'occupation—l'OWFI a mis en œuvre des mesures de sensibilisation au niveau de la collectivité afin de contrer la pratique « d'homicide d'honneur », une tradition tribale islamique permettant aux hommes d'enlever la vie à leurs femmes, filles et sœurs soupçonnées d'avoir sali leur « honneur ». En résumé, l'OWFI organise son travail selon trois objectifs étroitement liés : la fin de l'occupation étrangère, l'abrogation de la Constitution islamique pour la remplacer par une constitution séculière, et l'égalité économique et sociale entre les hommes et les femmes.

S'inspirant du lien établi par les féministes entre les problèmes et les luttes, les militantes et militants syndicaux du Canada peuvent adopter des stratégies au sein du mouvement syndical et dans les collectivités pour contester l'inégalité entre les femmes, le conservatisme social et le droit religieux.

Dans nos collectivités, nous pouvons tenter de contrer la présence accrue de groupes religieux sociaux conservateurs en créant des coalitions avec des militantes et des militants communautaires progressistes. La campagne Meilleur choix du CTC vise à avoir une plus grande influence sur les idées présentées par les syndicats et les groupes communautaires dans diverses sphères décisionnelles au niveau local, y compris les conseils scolaires et les gouvernements municipaux. Dans le cadre de la campagne Meilleur choix, on est toujours à la recherche de militantes et de militants des groupes de femmes et des groupes qui revendiquent l'égalité qui sont intéressés à prendre part à la

campagne. En plus de la période des élections, les groupes peuvent travailler ensemble pour voir à ce que les droits à l'égalité et les changements sociaux positifs soient protégés et améliorés.

Par exemple, lorsque la « Gideon Society » a approché le Conseil scolaire régional d'Ottawa-Carleton pour demander la permission de distribuer des bibles, le Comité de l'éducation du conseil scolaire s'est tourné vers le conseil communautaire sur l'équité ethnoculturelle pour demander conseil. Étant donné son expertise sur des questions comme l'égalité, la lutte contre le racisme et la diversité, le conseil a recommandé d'interdire non seulement la distribution des bibles, mais également celle de matériel de tout groupe confessionnel dans les écoles publiques afin de promouvoir l'égalité dans la salle de classe. Les militantes et militants syndicaux possèdent les mêmes connaissances et expertise qui, combinées à celles des militantes et des militants communautaires, pourraient raviver la sensibilisation et la discussion sur les valeurs canadiennes progressistes—es droits des femmes, la lutte contre le racisme, les droits des travailleuses et des travailleurs, l'accès aux services, la solidarité—chez les jeunes et au sein de la collectivité en général.

Au sein du mouvement syndical, les femmes doivent continuer de s'organiser et de participer à tous les niveaux.

Nous devons maintenir et renforcer nos alliances avec des groupes de femmes à l'échelle nationale et au niveau local, les défendre contre les attaques des groupes sociaux conservateurs et travailler ensemble pour bâtir une forte opposition contre les politiques anti-égalité de la droite.

Nous devons intensifier nos efforts pour recruter davantage de femmes et de membres des groupes désavantagés au sein des syndicats. Les campagnes syndicales à l'intention des femmes ont tendance à être les plus réussies et pourraient l'être encore plus s'il y avait plus d'organisatrices au sein des syndicats et si elles étaient plus sensibles aux conditions auxquelles les femmes sont confrontées au travail et aux réalités de la vie des femmes au foyer. Nos politiques progressistes sur le congé de maternité et parental, les services de garde, le salaire égal, le libre-choix et l'égalité d'accès aux emplois

et à la formation sont tous des attributs positifs de notre mouvement. On devrait les souligner pour attirer plus de consœurs dans nos rangs.

Nous devons établir nos comités de femmes et d'égalité et intégrer le point de vue féministe dans tout notre travail. Nous devons appuyer le leadership des femmes dans tous les secteurs du mouvement et encourager la participation politique des femmes dans la vie de nos collectivités.

En nous alliant à des groupes de femmes et à d'autres groupes de justice sociale, nous devons faire avancer le programme et nous assurer que les Canadiennes et Canadiens comprennent les « intentions cachées ». Les Canadiennes et Canadiens ont à maintes reprises indiqué partager bon nombre des valeurs que nous chérissons en tant que syndicalistes—soit l'acceptation, l'opposition à la discrimination, l'amour de l'égalité et de la justice et un engagement face à la **responsabilité collective**—en ce qui concerne les soins de santé, les services de garde et les personnes âgées. Nous devons profiter de ce consensus et veiller à exposer les véritables couleurs des conservateurs.

Ce n'est pas le temps de simplement défendre nos gains—bien que nous devions le faire. Nous devons également faire pression en faveur d'un réseau national de garderie, d'un salaire égal pour un travail égal pour tous les groupes qui revendiquent l'égalité au sein de la population active, de programmes de chômage améliorés, de lieux de travail favorables à la famille et d'un accès égal à la formation et aux emplois.

***Remerciements aux co-auteurs : Mariam Abou-Dib, Sue Genge et Salimah Valiani.***

MA:SG:SV:dd:sepb 225 • Le 7 juin 2006

G:\W CONF 2006\Research paper\8826-CC-FR-Final Draft of the Paper May 29.wpd